

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS276/12

21 juillet 2003

(03-3906)

Original: anglais

CANADA - MESURES CONCERNANT LES EXPORTATIONS DE BLÉ ET LE TRAITEMENT DES GRAINS IMPORTÉS

Décision préliminaire du Groupe spécial

Comme suite à une demande des États-Unis, à laquelle le Groupe spécial a accédé (WT/DS276/11), la décision préliminaire du Groupe spécial, datée du 25 juin 2003, sur la compatibilité avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis le 6 mars 2003 (WT/DS276/6), est distribuée aux Membres pour information.

DÉCISION PRÉLIMINAIRE SUR LA COMPÉTENCE DU GROUPE SPÉCIAL AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMOIRE D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. **Compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord**

a) Introduction

1. L'article 6:2 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit dans sa partie pertinente:

La demande d'établissement d'un groupe spécial ... indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

2. Le **Canada** affirme que certaines allégations formulées par les États-Unis dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial¹ ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Il estime que l'article 6:2 constitue le fondement du pouvoir du Groupe spécial de rejeter les éléments de la demande qui ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2. Le Canada demande en particulier que le Groupe spécial ne se déclare pas compétent pour examiner i) l'allégation au titre de l'article XVII du GATT de 1994, ii) l'allégation au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 concernant l'affectation des wagons et iii) les allégations au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* concernant l'affectation des wagons et la séparation des céréales.

3. Les **États-Unis** considèrent que les arguments présentés par le Canada à l'appui de sa demande de décision préliminaire sur la compatibilité de leur demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord sont dénués de fondement. Ils estiment en

¹ Voir le document WT/DS276/6.

conséquence que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de décision préliminaire favorable présentée par le Canada. Les États-Unis font valoir en outre que, même si leur demande d'établissement d'un groupe spécial était entachée d'un vice, cela ne priverait pas automatiquement le Groupe spécial de sa compétence pour examiner la question. Le Groupe spécial doit plutôt examiner les circonstances particulières de l'affaire, y compris la question de savoir si le Canada a subi un préjudice du fait du vice considéré. Les États-Unis font valoir aussi que, en tout état de cause, les exceptions de procédure soulevées par le Canada contre leur demande d'établissement d'un groupe spécial n'ont pas été présentées en temps opportun. Ils notent à cet égard que les objections procédurales doivent être formulées le plus tôt possible et non, comme c'est le cas en l'espèce, pour la première fois dans une lettre envoyée après l'établissement du groupe spécial.²

4. Le **Groupe spécial** note que la demande de décision préliminaire du Canada sur la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord porte sur trois éléments distincts de la demande d'établissement. Le Groupe spécial examinera ces éléments séparément et dans l'ordre dans lequel ils ont été abordés par le Canada dans sa demande de décision préliminaire.

5. Toutefois, avant d'examiner les trois éléments indiqués par le Canada, il est bon de rappeler le récent rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, dans lequel figure un résumé de la jurisprudence de l'Organe d'appel relative à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Ce résumé dit dans sa partie pertinente³:

Il existe donc [dans l'article 6:1] deux prescriptions distinctes, à savoir l'indication des *mesures spécifiques en cause* et la fourniture d'un *bref exposé du fondement juridique de la plainte* (soit les *allégations*). Elles constituent ensemble la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémoire d'accord.⁴

Les prescriptions concernant la précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial découlent des deux buts essentiels du mandat. Premièrement, le mandat définit la portée du différend. Deuxièmement, le mandat et la demande d'établissement d'un groupe spécial sur laquelle il est fondé contribuent à réaliser, du point de vue de la *régularité de la procédure*, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant.⁵ Lorsqu'il est confronté à une question concernant la portée de son mandat, un groupe spécial doit examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial "pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémoire d'accord".⁶

² Le 7 avril 2003, le Canada a adressé aux États-Unis une lettre dans laquelle il exposait son point de vue selon lequel leur demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord et il demandait aux États-Unis d'indiquer dans les meilleurs délais les mesures spécifiques en cause et de présenter un bref exposé du fondement juridique de leur plainte. Communication écrite préliminaire du Canada, paragraphe 30.

³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("États-Unis – Acier au carbone"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, paragraphes 125 à 127.

⁴ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76.

⁵ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 186. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

⁶ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

Comme nous l'avons déjà dit, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est pas possible de "remédier" aux lacunes de la demande d'établissement dans les communications présentées ultérieurement par les parties pendant la procédure du groupe spécial.⁷ [...] En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.⁸

6. Gardant à l'esprit cet exposé de la jurisprudence de l'Organe d'appel, nous allons maintenant examiner le premier élément de la demande d'établissement d'un groupe spécial à propos duquel le Canada demande une décision.

b) Allégations au titre de l'article XVII du GATT de 1994

7. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis formule une allégation au titre de l'article XVII du GATT de 1994, comme suit⁹:

1) Le gouvernement canadien a établi la Commission canadienne du blé ("CCB") et a accordé à cette entreprise des privilèges exclusifs et spéciaux. Ceux-ci comprennent le droit exclusif d'acheter du blé de l'Ouest canadien destiné à l'exportation et à la consommation intérieure humaine, à un prix déterminé par le gouvernement canadien et la CCB; le droit exclusif de vendre du blé de l'Ouest canadien à l'exportation et aux fins de la consommation intérieure humaine; et les garanties des pouvoirs publics pour les opérations financières de la CCB, y compris les emprunts de la CCB, les ventes à crédit de la CCB à des acheteurs étrangers et les paiements d'acompte versés par la CCB aux agriculteurs.

Il semble que les lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la CCB sont incompatibles avec les obligations du gouvernement canadien au titre de l'article XVII du GATT de 1994. En particulier, il semble que les lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé sont:

- incompatibles avec le paragraphe 1 a) de l'article XVII du GATT de 1994, en vertu duquel le gouvernement canadien s'est engagé à ce que la CCB se conforme, dans ses achats ou ses ventes se traduisant par des exportations de blé, aux principes généraux de non-discrimination prescrits par le GATT de 1994; et
- incompatibles avec le paragraphe 1 b) de l'article XVII du GATT de 1994, en vertu duquel le gouvernement canadien s'est engagé à ce que la CCB ne procède à des achats ou à des ventes de cette nature qu'en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial et offre aux entreprises des autres Membres de l'OMC des possibilités adéquates de participer à ces ventes ou à ces achats dans des conditions de libre concurrence et conformément aux usages commerciaux ordinaires.

⁷ (note de bas de page de l'original) *Ibid.*, paragraphe 143.

⁸ (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 124 à 127.

⁹ Voir le document WT/DS276/6.

L'incompatibilité apparente avec les obligations du Canada au titre de l'article XVII du GATT de 1994 comprend le défaut du gouvernement canadien de veiller à ce que la CCB effectue les achats ou les ventes de cette nature conformément aux prescriptions énoncées aux paragraphes 1 a) et 1 b) de l'article XVII.

8. Le **Canada** estime que l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII, telle qu'elle est énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord au moins à trois égards. *Premièrement*, le Canada considère que cette allégation n'"indique[] [pas] les mesures spécifiques en cause". Selon lui, l'allégation des États-Unis est fondée sur plusieurs "lois, règlements et actions", mais ces lois, règlements et actions ne sont décrits nulle part. Le Canada estime qu'un certain nombre de lois, règlements et actions peuvent se rapporter à l'exportation de blé, mais qu'ils n'ont aucun rapport avec la présente allégation. Il fait valoir qu'il y a des dizaines de "lois et règlements" qui pourraient être visés par la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle est libellée. En ce qui concerne le terme "actions", le Canada fait observer que ce terme suppose un comportement ou un cas particuliers, mais la demande n'indique aucun comportement ni aucun cas particulier.

9. *Deuxièmement*, le Canada rappelle que les États-Unis allèguent une violation de l'article XVII:1 b) et que cet article énonce deux obligations distinctes. Il affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial est viciée car elle ne précise pas quels lois, règlements ou actions entraînent un manquement à une obligation, ni de quelle obligation il s'agit.

10. *Troisièmement*, le Canada estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne contient pas un bref exposé du fondement juridique, suffisant pour énoncer clairement le problème. Selon lui, rien dans l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII n'établit le fondement juridique de leur allégation selon laquelle la CCB ne se conforme pas aux usages commerciaux ordinaires et ne s'inspire pas, dans son comportement, de considérations d'ordre commercial, ou de leur allégation selon laquelle le Canada n'a pas respecté ses obligations au titre de l'article XVII parce qu'il n'a pas veillé à la conformité du comportement de la CCB.

11. Les **États-Unis** estiment que le *premier* argument du Canada concernant l'indication des mesures spécifiques est dénué de fondement. Selon eux, le Canada a tort de dire que l'allégation des États-Unis est fondée sur plusieurs "lois, règlements et actions" qui ne sont décrits nulle part. Ils font valoir que toute personne qui lirait les mots "lois, règlements et actions" se référerait au paragraphe de la demande qui les précède immédiatement et qui indique les mesures spécifiques en cause. Ces mesures comprennent l'établissement de la CCB et l'octroi à la CCB de privilèges exclusifs et spéciaux, notamment du droit exclusif d'acheter du blé de l'Ouest canadien destiné à l'exportation et à la consommation humaine sur le marché intérieur, à un prix déterminé par le gouvernement canadien et la CCB, ainsi que le droit exclusif de vendre du blé de l'Ouest canadien à l'exportation et pour la consommation humaine sur le marché intérieur, et la garantie par les pouvoirs publics des opérations financières de la CCB. Les États-Unis font valoir en outre que le paragraphe suivant précise aussi que les mesures en cause comprennent le fait que le gouvernement canadien n'a pas veillé à ce que la CCB agisse conformément aux dispositions de l'article XVII. En ce qui concerne le terme "actions", ils font observer que ce terme est employé dans leur demande parce que les dispositions de l'article XVII:1 qui y sont citées imposent des obligations en ce qui concerne les achats et les ventes se traduisant par des exportations de blé. Les termes "lois et règlements" n'étaient pas suffisants pour traiter de cet aspect du comportement visé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

12. À propos du *deuxième* vice allégué par le Canada, les États-Unis font valoir que, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, ils citent les deux obligations énoncées à l'article XVII:1 b) parce que les mesures du Canada sont incompatibles avec ces deux obligations.

13. En ce qui concerne le *troisième* vice allégué, les États-Unis rappellent que l'article 6:2 du Mémoire d'accord exige "un bref exposé du *fondement* juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Ils notent qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial peut satisfaire à cette prescription simplement en énumérant les dispositions des Accords de l'OMC avec lesquelles il est allégué que les mesures en cause sont incompatibles. Ils font valoir que l'article 6:2 n'exige pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial contienne un résumé des arguments juridiques invoqués à l'appui d'une allégation.

i) *Indication des mesures spécifiques en cause*

14. Le **Groupe spécial** analyse en premier lieu l'affirmation du Canada selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'"indique[] [pas] les mesures spécifiques en cause". Pour déterminer si les États-Unis ont indiqué les mesures en cause en l'espèce d'une manière suffisante aux fins de l'article 6:2, nous examinons tout d'abord les dispositions de l'article 6:2 lui-même. La question porte sur l'expression "indiquera les mesures spécifiques en cause" ("identify the specific measures at issue"). D'après le dictionnaire, le terme "identify" signifie "établir l'identité de".¹⁰ Le terme "specific" signifie "qui est défini de manière claire ou explicite; précis; exact".¹¹ Par conséquent, le sens ordinaire de l'expression "identify the specific measures at issue" ("indiquer les mesures spécifiques en cause") est "établir l'identité des mesures précises en cause". Il est donc évident à nos yeux, compte tenu du texte de l'article 6:2, que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis doit en l'espèce établir l'identité des mesures précises en cause.

15. Eu égard au contexte pertinent de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, nous notons l'article 4:4 du Mémoire d'accord, qui traite du contenu des demandes de consultations. Il stipule, dans sa partie pertinente, que "toute demande de consultations sera [...] motivée; elle comprendra une indication des mesures en cause". Il faut noter que, dans cet article, le terme "spécifique" n'est pas employé lorsqu'il est fait référence aux "mesures en cause". Nous estimons que cette différence de libellé n'est pas fortuite et doit avoir un sens. En fait, elle permet de penser, selon nous, que les demandes de consultations doivent être aussi spécifiques et aussi détaillées que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. En conséquence, à notre avis, le contexte pertinent fait ressortir l'importance du terme "spécifique" tel qu'il apparaît à l'article 6:2.

16. Nous notons en outre qu'il ressort clairement du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone* que les prescriptions de l'article 6:2 ont pour but i) de définir la portée d'un différend et, partant, la compétence d'un groupe spécial et ii) d'aviser et informer la partie défenderesse et les tierces parties de la nature des arguments de la partie plaignante.¹² Nous pensons que l'insistance découlant de l'emploi du terme "spécifique" dans l'expression "indiquera les mesures spécifiques en cause" est conforme à ces buts. En fait, si la mesure précise en cause n'était pas indiquée, la compétence d'un groupe spécial ne pourrait être clairement établie. De même, l'objectif consistant à aviser et informer la partie défenderesse et les tierces parties pour garantir une procédure régulière ne pourrait être atteint.

17. Pour déterminer si l'on peut considérer qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques ou précises en cause, nous jugeons pertinente la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle, pour savoir si les termes effectifs employés dans une demande d'établissement pour indiquer les mesures en cause sont suffisamment précis pour satisfaire aux

¹⁰ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 1, page 1304.

¹¹ *Ibid.*, Vol. 2, page 2972.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, paragraphe 126.

prescriptions de l'article 6:2, "il faut [...] déterminer s'ils répondent aux objectifs [desdites] prescriptions".¹³ Nous jugeons pertinente aussi la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".

18. En gardant ces considérations à l'esprit, nous allons examiner maintenant si l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial "indique les mesures spécifiques en cause". Nous partageons l'avis du Canada selon lequel les mesures visées par la demande sont indiquées dans le deuxième paragraphe de l'allégation au titre de l'article XVII figurant dans cette demande. Dans ce paragraphe, les États-Unis font référence aux "lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé". Le Canada conteste cette description des mesures en cause au motif qu'elle est trop générale.

19. Nous notons que, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis font référence aux "lois" et "règlements", mais ne désignent pas les lois et règlements pertinents par leur titre ou leur date d'adoption. Nous pensons qu'il est souhaitable que les Membres soient aussi précis que possible dans l'indication des mesures d'application générale, notamment en précisant leur titre et leur date d'adoption. Toutefois, tel qu'il est libellé, l'article 6:2 n'exige pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial désigne explicitement les mesures d'application générale - c'est-à-dire les lois et règlements par leur titre ou leur date d'adoption.¹⁴ Nous pensons donc que le fait que les États-Unis n'ont pas précisé le titre ou la date d'adoption des lois ou règlements pertinents ne signifie pas nécessairement que la demande d'établissement est incompatible avec l'article 6:2.

20. Nous pensons que, si le titre d'une mesure d'application générale n'est pas indiqué explicitement, comme c'est le cas en l'espèce, des renseignements suffisants doivent être fournis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial elle-même de manière à indiquer effectivement les mesures précises en cause. Pour savoir si des renseignements suffisants sont fournis dans le texte de la demande, il faut déterminer, comme nous l'avons déjà dit, si les renseignements fournis répondent aux objectifs de l'article 6:2, en particulier son objectif concernant la régularité de la procédure, compte tenu des circonstances particulières de chaque affaire, y compris du type de mesure en cause.

21. Compte tenu de ce qui précède et en l'absence de référence explicite aux lois et règlements en cause, nous allons maintenant examiner si, en l'absence de référence explicite aux lois et règlements en cause, les renseignements fournis par les États-Unis dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial sont suffisants pour informer le Canada, en tant que partie défenderesse, des mesures spécifiques en cause.

22. À cet égard, nous notons tout d'abord que, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les termes "lois" et "règlements" sont employés au pluriel. Il y a donc tout lieu de penser que la demande met en cause plusieurs lois et règlements. Le nombre exact de lois et règlements visés par la demande n'est pas indiqué explicitement. Ce manque de clarté quant au nombre de lois et règlements en cause est source d'une grande incertitude.

23. Deuxièmement, le contenu précis des lois et règlements contestés n'est pas clair. En particulier, en indiquant les mesures en cause, les États-Unis font référence, au deuxième paragraphe

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("CE – Matériels informatiques"), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, DSR 1998:V, 1851, paragraphe 69.

¹⁴ À l'audience préliminaire, les parties ont exprimé la même opinion. Réponse du Canada à la question préliminaire n° 6 du Groupe spécial; réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 3 du Groupe spécial.

de leur allégation au titre de l'article XVII, aux "lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé". Cette formule donne à penser que les lois et règlements mis en cause dans la demande sont ceux "qui ont trait aux exportations de blé" du gouvernement canadien et de la CCB. Par ailleurs, le premier paragraphe de l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII décrit certains aspects du régime juridique du Canada régissant les activités de la CCB. Il mentionne en particulier certains privilèges exclusifs et spéciaux que le gouvernement canadien aurait accordés à la CCB. Nous pensons, comme les États-Unis, qu'il convient de faire référence à ce paragraphe car, comme toujours lorsque l'on interprète des parties d'un texte, il est important de tenir compte du contexte pertinent. Toutefois, si on lit conjointement le premier et le deuxième paragraphe de l'allégation au titre de l'article XVII, on se trouve dans la confusion et l'incertitude. *Premièrement*, on ne sait pas très bien si les mesures en cause comprennent seulement les lois et règlements, ou les parties de lois et règlements, régissant les activités de la CCB qui sont mentionnés au premier paragraphe, ou si d'autres lois et règlements, ou d'autres parties de lois et règlements, seraient également inclus. *Deuxièmement*, une autre source d'incertitude tient à ce que le deuxième paragraphe s'intéresse aux mesures "ayant trait aux exportations de blé", tandis que le premier paragraphe semble faire référence aussi à des activités qui ne sont pas nécessairement liées aux exportations, telles que l'achat et la vente de blé par la CCB pour la consommation intérieure, ou "[la] garantie [par les] pouvoirs publics des opérations financières de la CCB, y compris les emprunts de la CCB, les ventes à crédit de la CCB à des acheteurs étrangers et les paiements d'acomptes versés par la CCB aux agriculteurs". Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis des États-Unis selon lequel le premier paragraphe lève toute incertitude quant au contenu précis des lois et règlements qui sont contestés.

24. Selon nous, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, qui crée une grande incertitude quant à l'identité, au nombre et au contenu des lois et règlements qui sont contestés, ne fournit pas, telle qu'elle est libellée, des renseignements suffisants pour indiquer les mesures spécifiques en cause. En particulier, nous pensons qu'elle n'est pas conforme à l'objectif de régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2. La régularité de la procédure suppose que la partie plaignante assume pleinement la charge d'indiquer les mesures spécifiques contestées. En l'espèce, la demande transfère de fait une partie de cette charge au Canada, en tant que partie défenderesse, dans la mesure où elle ne lui laisse guère d'autre solution, pour commencer à préparer sa défense¹⁵, que d'entreprendre des recherches juridiques et de faire preuve de discernement pour déterminer précisément l'identité des lois et règlements mis en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

25. Les États-Unis n'ont donné aucune explication convaincante du manque de précision sur l'identité des lois et règlements en cause. Ils font valoir que le Canada a connaissance de ce qui est en cause en l'espèce, par suite des discussions qui ont eu lieu lors des consultations ayant précédé la demande d'établissement d'un groupe spécial, et même par suite des discussions sur cette question menées entre les deux pays depuis 15 ans.¹⁶ Même à supposer que cela soit vrai, l'article 6:2 exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial fournisse les renseignements nécessaires, que la partie défenderesse dispose déjà ou non des mêmes renseignements, ou de renseignements supplémentaires, obtenus par des voies différentes, par exemple lors de discussions antérieures entre les parties. De plus, le fait que le Canada sait ou devrait savoir quels lois et règlements la demande d'établissement d'un groupe spécial était censée viser ne dispenserait pas les États-Unis de l'obligation d'établir, dans leur demande, l'identité des lois et règlements en cause. À notre avis, l'objectif de régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 a pour corollaire qu'une partie plaignante, en tant que

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 88.

¹⁶ Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 28; réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 6 du Groupe spécial.

partie responsable de la rédaction d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, devrait assumer le risque d'un manque de précision de la demande.

26. En ce qui concerne le terme "actions", tel qu'il apparaît dans le membre de phrase "les lois, règlements et actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé", le Canada fait valoir que lesdites actions ne sont indiquées nulle part et que l'on ne sait pas exactement quelles sont les actions en cause. Les États-Unis affirment qu'ils ont employé le terme "actions" parce que l'article XVII prescrit un certain comportement pour ce qui est des achats et des ventes des entreprises commerciales d'État.¹⁷ Selon nous, les deux alinéas du deuxième paragraphe de l'allégation au titre de l'article XVII ainsi que le premier et le troisième paragraphe corroborent cette affirmation dans la mesure où les seules actions mentionnées dans ces paragraphes sont des actions ayant trait aux achats et aux ventes se traduisant par des exportations de blé. Bien que nous pensions que les États-Unis auraient pu assurément fournir des renseignements supplémentaires sur les actions auxquelles ils voulaient faire référence dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, nous estimons comme eux que leur allégation au titre de l'article XVII établit suffisamment la nature des actions en cause.¹⁸

27. Le Canada note que la CCB effectue des milliers de transactions avec une multitude de parties.¹⁹ Nous reconnaissons que la demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est rédigée peut s'appliquer à une multitude d'actions qui n'y sont pas spécifiées. Nous considérons cependant que, pour ce type de mesure, les États-Unis ne doivent pas nécessairement spécifier séparément les actions en question.²⁰ Le fait de ne pas indiquer séparément les actions en question crée inévitablement une incertitude pour le Canada en tant que partie défenderesse. Néanmoins, à la différence de la référence aux "lois" et "règlements" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est évident que la partie pertinente de la demande qui fait référence aux actions de la CCB a trait aux achats et aux ventes de blé pour l'exportation. Nous ne pensons donc pas que l'incertitude créée par l'absence d'énumération de chaque action compromette notablement la capacité du Canada de préparer sa défense.

28. En conclusion, nous notons que, considérée dans son ensemble, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'établit pas suffisamment l'identité des lois et règlements en cause dans l'allégation au titre de l'article XVII. En particulier, l'indication des mesures en cause dans cette allégation est insuffisante parce qu'elle crée une grande incertitude quant à l'identité des mesures précises en cause et compromet de ce fait la capacité du Canada de "commencer à préparer sa défense"²¹ d'une manière significative.²² En conséquence, nous concluons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est incompatible avec

¹⁷ Communication écrite préliminaire des États-Unis, note 15.

¹⁸ Il convient de noter que le terme "actions" pourrait en principe être interprété comme désignant des actions du gouvernement canadien ainsi que de la CCB. On ne sait donc pas très bien si le terme "actions" était censé désigner uniquement les actions de la CCB, tout comme, on peut le supposer, le terme "lois" était censé faire référence uniquement au gouvernement canadien, ou si les États-Unis voulaient indiquer que les actions de la CCB étaient imputables aussi au gouvernement canadien. Bien que ce manque de clarté soit regrettable, nous notons que, dans les deux cas, la nature des actions en cause est la même.

¹⁹ Déclaration orale préliminaire du Canada, paragraphe 11.

²⁰ Nous notons que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a constaté qu'une référence générale à "l'application de droits sur le matériel de réseau local et les PC multimédia par les autorités douanières des Communautés européennes" constituait une indication "correcte" des "mesures spécifiques en cause" au sens de l'article 6:2, même si ces mesures n'étaient pas des règles normatives. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, *supra*, paragraphe 65.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, paragraphe 88.

²² Étant donné que nous avons constaté que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'avise pas convenablement le Canada des mesures en cause, nous n'avons pas besoin d'examiner en outre si elle avise convenablement les tierces parties.

l'article 6:2 parce que l'allégation au titre de l'article XVII qui y est formulée n'"indique[] [pas] les mesures spécifiques en cause".²³

ii) *Fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème*

29. Le Canada affirme en outre que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est incompatible avec l'article 6:2 parce qu'elle ne précise pas quels lois, règlements ou actions entraînent un manquement aux obligations énoncées à l'article XVII:1 b) ni de laquelle des deux obligations il s'agit. La première observation à faire ici est que la demande indique les deux obligations énoncées à l'article XVII:1 b). Elle va donc au-delà de la simple mention de l'article XVII. En faisant référence au gouvernement canadien et à la CCB lorsqu'elle indique les deux obligations, la demande établit aussi un lien entre ces obligations et les faits de la cause. Nous pensons donc que, telle qu'elle est libellée, la demande informe convenablement le Canada et les tierces parties que les États-Unis ont peut-être voulu alléguer un manquement aux deux obligations énoncées à l'article XVII:1 b). Nous n'admettons pas l'affirmation du Canada selon laquelle la demande ne précise pas quels lois, règlements ou actions sont incompatibles avec une obligation ni de quelle obligation il s'agit. La demande dit qu'"il semble que les lois, règlements *et* actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé sont [...] incompatibles avec le paragraphe 1 b) de l'article XVII du GATT de 1994 [...]". (pas d'italique dans l'original) Ce libellé nous donne à penser - et devrait aussi, selon nous, le donner à penser au Canada et aux tierces parties - que les États-Unis ont peut-être voulu alléguer devant nous que chacune des trois catégories de mesures indiquées – lois, règlements et actions – est incompatible avec les deux obligations énoncées à l'article XVII:1 b). À notre avis, cette façon de présenter l'allégation au titre de l'article XVII n'implique pas que le Canada ne sait pas à quels arguments il doit répondre et ne peut pas, de ce fait, commencer à préparer sa défense, ni que les tierces parties ne sont pas informées du fondement juridique de la plainte des États-Unis et, partant, n'ont pas la possibilité d'y répondre effectivement. Nous ne pensons donc pas que cet aspect de la présentation de l'allégation au titre de l'article XVII oblige à conclure que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2.

30. La troisième et dernière allégation du Canada consiste essentiellement à dire que l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII:1 b) ne montre pas pourquoi et en quoi la CCB ne se conforme pas aux usages commerciaux ordinaires ou ne s'inspire pas de considérations d'ordre commercial ni pourquoi ou en quoi le Canada ne veille pas à ce que la CCB agisse conformément aux dispositions de l'article XVII:1 b). La prescription énoncée à l'article 6:2 exige que la demande d'établissement d'un groupe spécial "contien[ne] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". En l'espèce, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique explicitement les dispositions juridiques pertinentes en citant l'alinéa pertinent de l'article en question, et cite les deux obligations distinctes énoncées à l'alinéa pertinent. Comme nous l'avons dit précédemment, la demande établit aussi un lien entre ces obligations et le gouvernement canadien et la CCB. Nous estimons que ce bref exposé du fondement juridique de l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII:1 b) est adéquat, dans les circonstances de l'affaire, pour énoncer clairement le problème. Il est évident à nos yeux – et cela devrait l'être aussi, selon nous, aux yeux du Canada et des tierces parties – que les États-Unis ont peut-être voulu alléguer devant nous que, du fait des lois et règlements en cause, ou par son comportement dans des cas particuliers, la CCB ne procède pas à des achats ou à des ventes se traduisant par des exportations de blé en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial et n'offre pas aux entreprises des autres Membres des possibilités adéquates de participer à ces achats ou à ces ventes. De surcroît, si les mesures en cause avaient été

²³ Nous pensons que cette constatation est suffisante pour résoudre la question qui nous est soumise et, partant, nous ne jugeons pas nécessaire de "limiter" l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII à certaines mesures indiquées par le Canada. Déclaration orale préliminaire du Canada, paragraphe 24.

indiquées de manière suffisante, le lien établi dans la demande entre, d'une part, les lois et règlements mentionnés et, d'autre part, la violation alléguée de l'article XVII:1 b) aurait eu sans nul doute davantage de sens. Par conséquent, bien que l'exposé du fondement juridique de l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII:1 b) soit bref, nous ne pensons pas que cela implique que le Canada ne sait pas à quels arguments il doit répondre et ne peut pas, de ce fait, commencer à préparer sa défense, ni que les tierces parties ne sont pas informées du fondement juridique de la plainte des États-Unis et, partant, n'ont pas la possibilité d'y répondre effectivement. Nous ne partageons donc pas l'avis du Canada selon lequel l'exposé du fondement juridique de l'allégation au titre de l'article XVII:1 b) n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2.

31. Il convient de rappeler en outre que, conformément à l'article 6:2, tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis doit énoncer leurs allégations mais pas leurs arguments à l'appui de ces allégations.²⁴ En conséquence, nous ne pensons pas que la demande des États-Unis soit viciée parce qu'elle n'expose aucun argument à l'appui de la conclusion selon laquelle les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations énoncées à l'article XVII:1 b).

32. Dans l'ensemble, nous concluons donc que les parties de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis qui traitent de l'allégation au titre de l'article XVII ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 dans la mesure où elles n'"indiquent [pas] les mesures spécifiques en cause". En conséquence, nous nous abstiendrons d'examiner cette allégation sur le fond.

c) Allégation concernant l'affectation des wagons de chemin de fer

33. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis contient l'allégation suivante concernant l'affectation des wagons²⁵:

2) En ce qui concerne le traitement des grains qui sont importés au Canada, les mesures canadiennes établissent une discrimination à l'égard des grains importés, y compris les produits des États-Unis:

[...]

- La loi canadienne plafonne les recettes que les compagnies de chemins de fer peuvent tirer de l'expédition de grains canadiens, mais pas celles qu'elles peuvent tirer de l'expédition de grains importés. *En outre, dans l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains, le Canada accorde une préférence aux grains canadiens par rapport aux grains importés.* Ces mesures concernant le transport ferroviaire accordent aux grains importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux grains canadiens similaires, et semblent donc incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*.

34. Le **Canada** estime que l'allégation des États-Unis concernant l'affectation des wagons, formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne satisfait pas aux prescriptions de

²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes ("CE – Bananes III")*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphe 141.

²⁵ Voir le document WT/DS276/6 (pas d'italique dans l'original).

l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Plus précisément, il affirme que la demande d'établissement ne contient aucune indication sur les mesures spécifiques contestées par les États-Unis. À son avis, il ne suffit pas de soulever la question de l'affectation des wagons en général sans donner des précisions sur la mesure en cause. Le Canada estime qu'il ne lui est pas possible de préparer sa défense contre cette allégation sans avoir connaissance, de façon assez détaillée, des dispositions dont il est allégué qu'elles sont contraires aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

35. Les **États-Unis** réfutent l'opinion du Canada, selon laquelle leur allégation concernant l'affectation des wagons n'indique pas les mesures spécifiques en cause. De plus, à leur avis, vu l'attitude du Canada dans le cadre des consultations sur cette question, son argument est spécieux.²⁶ Les États-Unis affirment que, au cours des consultations, ils ont demandé au Canada des explications sur une déclaration faite sur le site Internet de la Commission canadienne des grains ("CCG") et selon laquelle le pays avait adopté une mesure prévoyant un traitement différencié pour le blé de l'Ouest canadien et pour le blé importé. Selon les États-Unis, le Canada a déclaré qu'il n'avait connaissance d'aucune règle canadienne portant sur cette question. Les États-Unis font observer que, en l'absence de confirmation du nom ou du statut juridique exacts de cette règle, leur demande d'établissement d'un groupe spécial abordait raisonnablement la question. Ils font observer en outre que, six semaines après les consultations, et après qu'ils eurent présenté la demande, le Canada a confirmé qu'il établissait effectivement des règles régissant l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains. Ils notent que le Canada a fait référence aux pouvoirs que l'article 87 de la Loi sur les grains et l'article 68 du Règlement relatif à cette loi confèrent à la CCG en matière d'affectation; ils notent aussi que le Canada a indiqué que, pour chaque campagne, la CCG publie une décision à l'intention de l'ensemble du secteur, indiquant comment elle affectera les wagons aux producteurs pour les diverses céréales et les diverses destinations pour la campagne à venir.²⁷ Les États-Unis notent en outre que la réponse du Canada n'explique pas si ces règles et décisions sont rendues publiques. Ils affirment que, compte tenu des circonstances susmentionnées, il ne peut y avoir aucune confusion légitime quant aux mesures en cause concernant l'affectation des wagons. Le Canada doit certainement avoir connaissance de la teneur des décisions de la CCG sur l'affectation des wagons utilisés pour le transport des céréales.

36. Le **Groupe spécial** croit comprendre que le Canada affirme que l'allégation figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis concernant la question de l'affectation des wagons n'"indique[] [pas] les mesures spécifiques en cause" au sens de l'article 6:2. Dans la demande, l'allégation en question est formulée dans les termes suivants: "[D]ans l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains, le Canada accorde une préférence aux grains canadiens par rapport aux grains importés." Nous notons que cette description des mesures en cause ne mentionne aucune loi, aucun règlement, ni aucun autre instrument juridique particulier. Toutefois, comme nous l'avons déjà dit à propos de l'allégation au titre de l'article XVII, le fait qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial ne désigne pas par son nom ou sa date d'adoption la loi, le règlement ou tout autre instrument juridique pertinent auquel une allégation se rapporte ne signifie pas nécessairement que cette demande est incompatible avec l'article 6:2, à condition qu'elle contienne des renseignements suffisants indiquant effectivement les mesures précises en cause. À cet égard, comme nous l'avons aussi noté plus haut, pour savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial contient des renseignements suffisants, il faut déterminer si les renseignements fournis répondent aux objectifs de l'article 6:2, en particulier son objectif concernant la régularité de la procédure. Il faut aussi tenir compte des circonstances particulières de chaque affaire, qui incluent, entre autres, le type de mesure en cause.

²⁶ Les États-Unis notent à cet égard que l'attitude du Canada dans le cadre des consultations est difficilement conciliable avec ses obligations au titre de l'article 4:3 du Mémoire d'accord.

²⁷ Les États-Unis se réfèrent à leur pièce n° 2, paragraphe 15.

37. Pour déterminer si, en l'absence de référence explicite à des lois, règlements ou autres instruments particuliers, la description des mesures en cause fournie par les États-Unis dans l'allégation relative à l'affectation des wagons, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, est suffisante aux fins de l'article 6:2, nous examinons tout d'abord si la description avise et informe convenablement le Canada des mesures contestées de façon qu'il puisse commencer à préparer sa défense de manière significative.

38. Il convient de noter en premier lieu que, contrairement à l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII, qui ne permet pas, à bien des égards, de savoir clairement quelles mesures "ayant trait aux exportations de blé" sont contestées, l'allégation considérée ici indique clairement les mesures spécifiques du Canada relatives au transport ferroviaire qui sont en cause. La demande d'établissement d'un groupe spécial précise bien que les mesures spécifiques en cause sont les mesures concernant l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains.

39. Nous faisons observer par ailleurs que l'allégation relative à l'affectation des wagons n'indique pas explicitement si les mesures en cause sont des lois, des règlements et/ou des actions.²⁸ Nous estimons toutefois que la description figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisamment large pour englober à la fois les mesures d'application générale – c'est-à-dire les lois et règlements relatifs à l'affectation des wagons – et les actes (administratifs) particuliers s'y rapportant.

40. Nous notons en outre que, dans leur défense, les États-Unis indiquent qu'ils n'ont pu obtenir du Canada la confirmation du titre ou du statut juridique exacts des mesures pertinentes et qu'en l'absence d'une telle confirmation, leur demande d'établissement indique raisonnablement les mesures en cause. En examinant cet argument, nous rappelons que "le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".²⁹

41. Les faits et circonstances qui ont été portés à notre connaissance et que nous jugeons pertinents sont les suivants. À l'issue des consultations tenues le 31 janvier 2003 à Ottawa, le Canada a accepté de répondre par écrit, à une date ultérieure, à un certain nombre de questions. Dans une de ces questions, les États-Unis demandaient "[d]es renseignements sur les règles, les règlements ou les actions administratives concernant l'affectation des wagons [par la Commission canadienne des grains]".³⁰ Il semble qu'une version écrite de cette question et d'autres questions ait été adressée au Canada le 11 février 2003.³¹ Le 12 mars 2003, c'est-à-dire près de cinq semaines et demie après la fin des consultations et six jours après la présentation par les États-Unis de la demande d'établissement d'un groupe spécial datée du 6 mars 2003³², le Canada a fourni aux États-Unis les réponses demandées, y compris une réponse à la question sur l'affectation des wagons.³³ Lors de l'audition préliminaire, les États-Unis ont déclaré que, lorsqu'ils ont présenté leur demande d'établissement d'un

²⁸ Voir aussi la communication écrite préliminaire des CE en tant que tierce partie, paragraphe 18.

²⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, paragraphe 127.

³⁰ Les États-Unis ont adressé au Canada des questions analogues avant les consultations tenues à Ottawa. Pièce n° 1 des États-Unis, questions n° 35 et n° 48. On ne sait pas si la version finale de ces questions a été approuvée lors de ces consultations.

³¹ Réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 4 du Groupe spécial.

³² La demande d'établissement d'un groupe spécial a été distribuée aux Membres de l'OMC le 7 mars 2003. Voir le document WT/DS276/6. Nous notons par ailleurs que la demande de consultations présentée par les États-Unis est datée du 19 décembre 2002 et que, conformément à l'article 4:7 du Mémorandum d'accord, si les consultations n'aboutissent pas à un règlement du différend, la partie plaignante peut demander l'établissement d'un groupe spécial dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations.

³³ Pièce n° 2 des États-Unis. Le Canada a fourni des réponses assez brèves à l'ensemble des 15 questions. Nous notons également que les États-Unis n'ont pas jugé pleinement satisfaisante la réponse à la question sur l'affectation des wagons. Communication écrite préliminaire des États-Unis, note 20.

groupe spécial au Canada et à l'OMC, ils n'étaient pas sûrs que le Canada fournirait des réponses écrites.³⁴ Le Canada a dit, quant à lui, que, lors des consultations à Ottawa, le chef de sa délégation avait assuré qu'il serait répondu aux questions pertinentes et que, au moment où les États-Unis avaient présenté leur demande d'établissement d'un groupe spécial, le Canada était en train de répondre à leurs questions.³⁵ Les parties ont fait des déclarations contradictoires sur le point de savoir si les États-Unis avaient de nouveau demandé des réponses à leurs questions avant de présenter leur demande d'établissement d'un groupe spécial.³⁶

42. En outre, il convient de noter que, dans sa réponse à la question des États-Unis sur l'affectation des wagons, le Canada se réfère, d'une manière générale, à certaines décisions d'affectation prises par la Commission canadienne des grains ("CCG") pour chaque campagne.³⁷ À l'audition préliminaire, le Canada a en outre expliqué que la CCG prenait deux types de décisions en matière d'affectation, à savoir des décisions réglementaires ou des décisions pour chaque expédition, et que seules les premières étaient rendues publiques.³⁸

43. Nous soulignons de nouveau qu'à notre avis, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement que les mesures spécifiques en cause sont les mesures du Canada concernant l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains. Cela étant dit, nous acceptons l'affirmation des États-Unis selon laquelle les faits et circonstances susmentionnés ont influé sur le degré de précision avec lequel ils ont exposé et ils auraient pu en principe exposer les mesures en cause dans leur allégation relative à l'affectation des wagons. Plus précisément, nous considérons que le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas explicitement si les mesures en cause sont des lois, des règlements et/ou des actions est justifié compte tenu des circonstances entourant l'affaire³⁹, et nous estimons que la description figurant dans la demande est suffisamment large pour englober à la fois les mesures d'application générale et les actes particuliers concernant l'affectation des wagons.

44. En conséquence, considérant le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial et les faits et circonstances propres à l'affaire, nous estimons que l'allégation des États-Unis relative à l'affectation des wagons avise et informe convenablement le Canada des mesures spécifiques contestées. Nous ne partageons pas l'opinion du Canada, selon laquelle il lui est impossible de préparer sa défense parce que, en l'espèce, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas adéquate. À notre avis, la demande des États-Unis fournit suffisamment de renseignements sur les mesures en cause pour permettre au Canada de "commencer à préparer sa défense"⁴⁰ d'une manière significative. Les renseignements sur les règles pertinentes régissant l'affectation des wagons, que le Canada a communiqués aux États-Unis plusieurs jours après la présentation de la demande, viennent confirmer notre point de vue.

45. Sur le point de savoir si l'allégation relative à l'affectation des wagons avise et informe convenablement les tierces parties de la mesure spécifique contestée, nous notons que l'une des tierces parties à la présente procédure, à savoir le Japon, a estimé qu'en ne précisant pas les lois, règlements et actions pertinents, les États-Unis n'ont pas tenu pleinement compte de l'objet et du but de

³⁴ Réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 10 du Groupe spécial.

³⁵ Réponse du Canada aux questions préliminaires n° 10 et n° 4 du Groupe spécial. Le Canada a indiqué que le "retard" était dû, entre autres choses, à la nécessité de tenir des consultations interministérielles et de faire examiner les réponses par des juristes. Réponse du Canada à la question préliminaire n° 4 du Groupe spécial.

³⁶ Réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 4 du Groupe spécial. Réponse du Canada à la question préliminaire n° 10 du Groupe spécial.

³⁷ Pièce n° 2 des États-Unis, paragraphe 15.

³⁸ Réponse du Canada à la question préliminaire n° 5 du Groupe spécial.

³⁹ Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, paragraphes 91 et 92.

⁴⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, paragraphe 88.

l'article 6:2, qui sont d'informer les tierces parties, en plus du Canada, du fond de la plainte.⁴¹ Une autre tierce partie, les Communautés européennes, a déclaré que la description figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne permet pas de savoir clairement si les États-Unis cherchent à contester des lois ou des pratiques administratives ou commerciales.⁴² Comme nous l'avons déjà dit, nous pensons que la demande indique clairement les mesures en matière de transport ferroviaire qui sont en cause. En outre, il ressort clairement de la demande, telle qu'elle est libellée, qu'elle vise à la fois les mesures d'application générale et les actes (administratifs) particuliers concernant l'affectation des wagons. Enfin, nous rappelons notre constatation selon laquelle, vu les circonstances particulières de l'affaire, il pouvait être justifié que les États-Unis aient présenté les mesures concernant l'affectation des wagons au moyen de la description figurant dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous estimons donc qu'il serait illogique de notre part de conclure que, nonobstant ces circonstances particulières, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'est pas adéquate parce qu'elle n'informe pas suffisamment les tierces parties des mesures en cause. Si notre conclusion était différente, nous exigerions en fait des États-Unis qu'ils fassent plus que ce qu'ils seraient censés faire dans les circonstances de l'affaire.

46. En conclusion, nous constatons que le Canada n'a pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, telle qu'elle était libellée et compte tenu des circonstances entourant l'affaire, est incompatible avec l'article 6:2 parce que l'allégation relative à l'affectation des wagons qui y est formulée n'"indique[] [pas] les mesures spécifiques en cause". Nous ne voyons donc aucune raison de ne pas examiner cette allégation quant au fond.⁴³

d) Allégations au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*

47. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis contient les allégations suivantes au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*⁴⁴:

2) En ce qui concerne le traitement des grains qui sont importés au Canada, les mesures canadiennes établissent une discrimination à l'égard des grains importés, y compris les produits des États-Unis:

- En application de la Loi sur les grains du Canada et du Règlement sur les grains du Canada, les grains importés doivent être séparés des grains canadiens dans tout le réseau de manutention des grains, ils ne peuvent pas être réceptionnés dans des silos à grains et ils ne peuvent pas être mélangés à des grains canadiens qui sont réceptionnés dans des silos à grains ou en sont déchargés. Ces mesures accordent aux grains importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux grains canadiens similaires et semblent donc incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*.

⁴¹ Déclaration orale préliminaire du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 9.

⁴² Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 18. Nous notons que, dans sa communication en tant que tierce partie, le Chili n'a pas estimé que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'informait pas suffisamment les tierces parties de la mesure en cause pour ce qui est de l'allégation relative à l'affectation des wagons.

⁴³ Nous pensons que cette constatation est suffisante pour résoudre la question qui nous est soumise et, partant, nous ne jugeons pas nécessaire de "limiter" l'allégation des États-Unis relative à l'affectation des wagons à certaines mesures indiquées par le Canada. Déclaration orale préliminaire du Canada, paragraphe 24.

⁴⁴ Voir le document WT/DS276/6.

- La loi canadienne plafonne les recettes que les compagnies de chemins de fer peuvent tirer de l'expédition de grains canadiens, mais pas celles qu'elles peuvent tirer de l'expédition de grains importés. En outre, dans l'affectation des wagons utilisés pour le transport des grains, le Canada accorde une préférence aux grains canadiens par rapport aux grains importés. Ces mesures concernant le transport ferroviaire accordent aux grains importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux grains canadiens similaires, et semblent donc incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*.

48. Le **Canada** estime que les allégations des États-Unis au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*, formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il affirme que les États-Unis semblent se fonder uniquement sur le lien entre l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* et l'article III:4 du GATT de 1994. Le Canada note que les États-Unis ne donnent aucune indication quant à la nature de la mesure concernant les investissements qui serait incompatible avec l'Accord de l'OMC. Par exemple, il n'est fait mention d'aucune mesure du type de celles qui figurent dans la liste exemplative mentionnée à l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*. Le Canada estime donc qu'il ne peut que faire des hypothèses sur les mesures spécifiques en cause concernant les investissements et sur le fondement juridique de l'allégation de violation de l'article 2 de l'Accord.

49. Les **États-Unis** rejettent les arguments du Canada. Selon eux, ces arguments ne portent pas sur les "mesures spécifiques en cause". En fait, le Canada fait valoir, pour l'essentiel, que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit énoncer les arguments juridiques expliquant pourquoi les mesures spécifiquement indiquées entrent dans le champ d'application de l'*Accord sur les MIC*. Pourtant, aucune prescription de ce type ne figure à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

50. Le **Groupe spécial** analyse tout d'abord l'affirmation du Canada selon laquelle les allégations des États-Unis au titre de l'*Accord sur les MIC* ne donnent aucune indication quant à la nature des "mesures spécifiques en cause concernant les investissements".⁴⁵ L'article 6:2 du Mémoire d'accord exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial "indique[] les mesures spécifiques en cause". Nous ne pensons pas que cet article oblige les États-Unis à établir, dans leur demande, que les mesures qu'ils ont indiquées constituent des mesures concernant les investissements et liées au commerce, au sens de l'*Accord sur les MIC*, ou qu'elles correspondent à l'une des mesures concernant les investissements énumérées dans la liste exemplative figurant dans l'Annexe de l'Accord. Le fait que les mesures indiquées par les États-Unis dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial doivent être considérées à bon droit comme des mesures concernant les investissements et liées au commerce, au sens de l'*Accord sur les MIC*, doit être établi par eux dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales, au moyen d'éléments de preuve et d'arguments. Nous ne partageons donc pas le point de vue du Canada selon lequel la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est incompatible avec l'article 6:2 parce qu'elle n'indique pas les "mesures concernant les investissements" qui seraient contraires à l'*Accord sur les MIC*.

51. Conformément à l'article 6:2, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis doit "[contenir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Les allégations au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* formulées dans la demande citent l'article pertinent, qui a deux paragraphes mais n'énonce en fait qu'une seule obligation. Il est dit aussi, dans les allégations, que les mesures en cause "accordent

⁴⁵ Déclaration orale préliminaire du Canada, paragraphe 25.

aux grains importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux grains canadiens similaires", ce qui montre clairement que les allégations des États-Unis sont fondées sur l'article 2 de l'*Accord sur les MIC*, dans la mesure où cet article incorpore les obligations énoncées à l'article III:4 du GATT de 1994. Cela est confirmé par le fait que les mesures contestées au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* le sont également au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Les allégations portent aussi sur la manière dont les mesures pertinentes concernant le transport ferroviaire, l'affectation des wagons et la séparation des grains donnent lieu à un traitement moins favorable pour les grains importés. Compte tenu de ce qui précède, nous estimons que l'exposé du fondement juridique des allégations des États-Unis au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* énonce le problème soulevé avec suffisamment de clarté pour que le Canada puisse connaître les arguments auxquels il doit répondre et commencer à préparer sa défense. Nous pensons aussi que cet exposé est suffisant pour informer les tierces parties du fondement juridique de la plainte des États-Unis et pour leur permettre d'y répondre effectivement. Nous ne pensons donc pas que l'exposé du fondement juridique des allégations au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* ne soit pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2.

52. Compte tenu des considérations qui précèdent, nous rejetons l'affirmation du Canada selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est incompatible avec l'article 6:2 au motif que les allégations au titre de l'article 2 de l'*Accord sur les MIC* n'indiquent pas les mesures spécifiques en cause et n'exposent pas le fondement juridique de la plainte. Nous ne voyons donc aucune raison de ne pas examiner ces allégations quant au fond.

2. Moment où le Canada a soulevé une exception contre la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

53. Ayant conclu plus haut que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2, nous devons examiner, à titre additionnel, l'argument des États-Unis, selon lequel la demande de décision préliminaire concernant l'article 6:2 présentée par le Canada devrait être rejetée au motif que ce dernier n'a pas soulevé son exception de procédure le plus tôt possible.

54. Les États-Unis notent qu'à aucun moment avant l'établissement du présent Groupe spécial le Canada n'a indiqué qu'il considérerait que la demande d'établissement était viciée, et qu'il a attendu que le Groupe spécial soit établi pour soulever une exception. Ils estiment que cette exception de procédure contre la demande d'établissement n'a pas été présentée en temps opportun et ne devrait pas faire obstacle à l'examen des questions de fond dans le présent différend. Les États-Unis rappellent que, dans l'affaire *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*⁴⁶, l'Organe d'appel a confirmé le rejet, par le Groupe spécial, d'une demande de décision préliminaire qu'ils avaient présentée dans des circonstances très similaires.

55. Examinant l'argument des États-Unis, nous rappelons en premier lieu les faits pertinents tels que nous croyons les comprendre. Le Canada a présenté sa demande de décision préliminaire le 13 mai 2003, le lendemain du jour où le Directeur général de l'OMC a annoncé aux parties la composition du Groupe spécial. Avant cela, le Canada a écrit aux États-Unis, le 7 avril 2003, en indiquant entre autres que "[l]a demande des États-Unis, datée du 6 mars 2003, ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2. [...] Nous demandons aux États-Unis d'indiquer dans les meilleurs délais les mesures spécifiques en cause et de fournir un bref exposé du fondement juridique de leur plainte".⁴⁷ Le Canada n'a pas reçu de réponse des États-Unis.⁴⁸ L'ORD a établi le Groupe spécial le

⁴⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, DSR 2000:III, 1619.

⁴⁷ Communication écrite préliminaire du Canada, paragraphe 30.

⁴⁸ *Ibid.*

31 mars 2003. Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si le Canada a soulevé une exception avant l'établissement du Groupe spécial.⁴⁹ Le Canada affirme qu'il a soulevé une exception analogue, au cours des consultations, concernant la demande de consultations présentée par les États-Unis, ce que ces derniers nient.⁵⁰

56. De l'avis des États-Unis, le Canada n'aurait pas dû soulever une exception pour la première fois dans une lettre envoyée après l'établissement du Groupe spécial. En examinant cette question, nous notons que le Canada a informé les États-Unis, dans une lettre, de ses préoccupations au sujet de la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2. Devant nous, le Canada a présenté cette lettre comme "un effort entrepris de bonne foi pour préciser le fondement" de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Il a noté à cet égard que dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit⁵¹:

Compte tenu de l'importance de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous encourageons les parties plaignantes à être précises lorsqu'elles indiquent le fondement juridique de la plainte. Nous notons également que rien dans le Mémoire d'accord n'empêche une partie défenderesse de demander à la partie plaignante d'autres précisions sur des allégations formulées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, même avant le dépôt de la première communication écrite. À cet égard, nous appelons l'attention sur l'article 3:10 du Mémoire d'accord qui impose aux Membres de l'OMC, si un différend survient, d'engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Comme nous l'avons dit précédemment, les "règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux, mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux".⁵²

57. Nous estimons que cette déclaration est pertinente pour ce qui est de la question dont nous sommes saisis. L'Organe d'appel a fait cette déclaration en examinant une constatation du Groupe spécial, selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Pologne était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial avait lui-même établi cette constatation en réponse à une demande de décision préliminaire de la Thaïlande, qui était la partie défenderesse dans cette affaire. La Thaïlande avait adressé cette demande au Groupe spécial dans sa première communication écrite.⁵³ Rien n'indique, dans le rapport du Groupe spécial, que la Thaïlande avait fait part de ses préoccupations à la Pologne avant de présenter sa première communication écrite.

58. Dans la déclaration précitée, l'Organe d'appel note que rien, en droit, n'empêche un Membre de demander des précisions sur une demande d'établissement d'un groupe spécial avant même la présentation de la première communication écrite. Il ne laisse pas entendre que, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, la Thaïlande aurait dû exprimer ses préoccupations aux réunions de l'ORD

⁴⁹ Observations du Canada à l'audition préliminaire sur le paragraphe 9 de la déclaration orale préliminaire des États-Unis; communication écrite préliminaire des États-Unis, paragraphe 24.

⁵⁰ Comme il ne semble pas y avoir de procès-verbal officiel des consultations, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si le Canada a ou non soulevé une exception au cours des consultations, concernant la demande de consultations, et si l'exception alléguée aurait ou non aidé les États-Unis à rédiger leur demande d'établissement d'un groupe spécial d'une manière satisfaisant aux prescriptions de l'article 6:2.

⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 97.

⁵² (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166.

⁵³ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne ("Thaïlande – Poutres en H")*, WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001 et modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.1.

à l'ordre du jour desquelles figurait la demande d'établissement présentée par la Pologne. Dans la présente affaire, le Canada s'est effectivement prévalu de la possibilité de demander des précisions sur les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Comme l'a suggéré l'Organe d'appel, le Canada l'a fait "avant le dépôt de la première communication écrite", c'est-à-dire peu après l'établissement du présent Groupe spécial. Le Canada n'a pas reçu de réponse des États-Unis.⁵⁴ Le Canada a alors présenté sa demande de décision préliminaire dès qu'il a été informé que le présent Groupe spécial avait été dûment constitué. Contrairement à la Thaïlande dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, le Canada n'a pas attendu la date à laquelle il devait présenter sa première communication pour déposer sa demande. En fait, il a informé le Groupe spécial le plus rapidement possible. En outre, il a demandé au groupe spécial de statuer sur sa demande dès que possible, c'est-à-dire avant la date à laquelle les parties devaient présenter leurs premières communications écrites. Compte tenu de ce qui précède, nous ne pensons pas que le comportement du Canada dans la présente affaire justifie que l'on conclue qu'il avait usé de "techniques procéduriers" pour empêcher le Groupe spécial d'examiner les questions de fond soulevées dans le présent différend.

59. Nous notons que le Canada aurait sans doute pu demander plus tôt qu'il ne l'a fait des précisions sur la demande d'établissement présentée par les États-Unis. Nous rappelons à cet égard qu'il a attendu un mois, du 6 mars au 7 avril 2003, pour informer les États-Unis de ses préoccupations.⁵⁵ S'il avait informé les États-Unis plus tôt, il aurait peut-être pu les convaincre de modifier leur demande, ce qui lui aurait peut-être évité de demander une décision préliminaire. Nous aurions peut-être pu alors examiner le fond de l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII. De toute évidence, cela aurait été préférable. À l'inverse, le Canada aurait pu ne pas convaincre les États-Unis de modifier leur demande d'établissement et, s'ils avaient refusé de la modifier et ce, en dépit du bien-fondé de certains des arguments du Canada, celui-ci n'aurait pas pu empêcher l'établissement du Groupe spécial.

60. S'il nous semble regrettable que le Canada n'ait pas fait part plus rapidement de ses préoccupations aux États-Unis, il serait inapproprié, selon nous, dans les circonstances particulières de cette affaire, de se pencher uniquement sur le comportement du Canada. Comme nous l'avons dit, les États-Unis n'ont pas répondu à la lettre du Canada datée du 7 avril 2003. S'ils avaient fourni au Canada des précisions suffisantes sur leur demande d'établissement d'un groupe spécial, celui-ci aurait peut-être pu, par exemple, s'abstenir de demander une décision préliminaire. C'est d'ailleurs ce que le Canada a déclaré à l'audition préliminaire.⁵⁶ Nous ne voyons pas pourquoi nous devrions supposer, d'une part, que les États-Unis auraient modifié leur demande d'établissement si le Canada avait exprimé ses préoccupations à une réunion pertinente de l'ORD, et, d'autre part, que le Canada aurait nécessairement maintenu sa demande de décision préliminaire si les États-Unis avaient précisé leur demande d'établissement d'un groupe spécial.⁵⁷ Il nous semble donc incongru, de la part des

⁵⁴ Les États-Unis ont indiqué à cet égard qu'aucune précision sur la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ils avaient présentée n'aurait pu remédier à ses lacunes éventuelles et que celle-ci, telle qu'elle était libellée, était suffisante. Réponse des États-Unis à la question préliminaire n° 3 du Groupe spécial.

⁵⁵ Le Canada nous a dit que, entre le 7 et le 31 mars 2003, il avait tenu des consultations interministérielles sur la demande d'établissement d'un groupe spécial, qu'il jugeait peu claire. Il a indiqué que ces consultations avaient été engagées avec plusieurs ministères, dont ceux de l'agriculture, des finances, des transports, des affaires étrangères et du commerce, ainsi qu'avec la Commission canadienne du blé et le Canada Grains Council. Observations du Canada sur le paragraphe 9 de la déclaration orale préliminaire des États-Unis.

⁵⁶ Observations du Canada sur le paragraphe 9 de la déclaration orale préliminaire des États-Unis.

⁵⁷ Il est vrai que les États-Unis n'auraient pas pu "remédier" à d'éventuelles incompatibilités de leur demande avec l'article 6:2, après l'établissement du Groupe spécial et, partant, n'auraient pas pu empêcher le Canada de contester cette demande avec succès. Toutefois, cela ne justifie pas en soi le fait que les États-Unis n'ont pas coopéré avec le Canada pour préciser leur demande. D'ailleurs, si tel était le cas, il serait vain que l'Organe d'appel ait souligné, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, qu'une partie défenderesse pouvait

États-Unis, de laisser entendre que le Canada aurait dû exprimer ses préoccupations avant l'établissement du groupe spécial (et les aider ainsi à se prévaloir du droit d'obtenir le règlement efficace et rapide du différend), alors qu'eux-mêmes n'ont fait aucun effort pour répondre aux préoccupations du Canada (et l'aider ainsi à exercer effectivement ses droits en tant que défendeur) dès l'instant où le Canada leur en a fait part. Selon nous, les parties à un différend sont tenues d'engager les procédures de règlement des différends de bonne foi dans un effort visant à régler le différend.

61. Nous ne pensons pas que le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC* aide les États-Unis en l'espèce. Contrairement à ce que les États-Unis laissent entendre⁵⁸, l'Organe d'appel n'a pas examiné, dans cette affaire, une exception préliminaire soulevée par eux sur la base de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, c'est-à-dire une exception concernant une demande d'établissement d'un groupe spécial. En réalité, l'exception en question était fondée sur l'article 4:4 du Mémoire d'accord et portait donc sur la demande de consultations.⁵⁹ C'est dans ce contexte que l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit⁶⁰:

[...] il s'est écoulé un an entre la présentation de la demande de consultations par les Communautés européennes et la première mention de cette exception par les États-Unis - malgré le fait que les États-Unis avaient eu de nombreuses possibilités de soulever leur exception pendant cette période. Il nous semble que, en engageant des consultations à trois occasions différentes, et en ne soulevant même pas leurs exceptions lors des deux réunions de l'ORD pendant lesquelles la demande d'établissement d'un groupe spécial était inscrite à l'ordre du jour, les États-Unis ont agi comme s'ils avaient accepté l'établissement du Groupe spécial dans le présent différend, ainsi que les consultations précédant cet établissement. Dans ces conditions, à notre avis, les États-Unis ne peuvent pas maintenant affirmer que les allégations des Communautés européennes au titre de l'article 3 de l'*Accord SMC* auraient dû être rejetées et que les constatations du Groupe spécial concernant ces questions devraient être infirmées.

62. Nous notons en premier lieu que, dans la présente affaire, ce n'est pas un an, mais un mois qui s'est écoulé entre la présentation de la demande d'établissement d'un groupe spécial et le moment où a été mentionnée pour la première fois l'exception soulevée par le Canada contre cette demande. Sur le point de savoir si le Canada aurait dû soulever cette exception lors des réunions de l'ORD, il faut noter que, dans la suite de son rapport *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel a déclaré que "le [...] principe de la bonne foi impos[ait] aux Membres défendeurs de porter au moment opportun et rapidement à l'attention du Membre plaignant, et de l'ORD ou du Groupe spécial, les manquements allégués aux règles de procédure de façon que, le cas échéant, des corrections puissent être apportées pour régler les différends".⁶¹ Nous pensons que, si l'Organe d'appel avait estimé que des exceptions devaient toujours être soulevées lors des réunions pertinentes de l'ORD dans les cas où cela était possible, il aurait employé des termes différents. Nous notons que, dans une affaire ultérieure, *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance*

demander des précisions sur une demande d'établissement d'un groupe spécial même avant le dépôt de sa première communication écrite au groupe spécial.

⁵⁸ Déclaration orale préliminaire des États-Unis, paragraphe 9.

⁵⁹ L'article 4:4 du Mémoire d'accord est libellé comme suit:

"Toutes les demandes de consultations de ce type seront notifiées à l'ORD et aux Conseils et Comités compétents par le Membre qui demande l'ouverture de consultations. Toute demande de consultations sera déposée par écrit et motivée; elle comprendra une indication des mesures en cause et du fondement juridique de la plainte."

⁶⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, *supra*, paragraphe 165.

⁶¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, *supra*, paragraphe 166 (pas d'italique dans l'original).

des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit⁶²:

Lorsque nous examinons le comportement du Mexique, nous observons que le Mexique n'a pas soulevé à la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000 les questions dont il fait maintenant état. De fait, le Mexique a même accepté que la question soit renvoyée au Groupe spécial de l'article 21:5 à la première réunion de l'ORD au cours de laquelle la question a été soulevée. Nous relevons en outre que le Mexique n'a pas *le moins* évoqué ces questions dans l'une ou l'autre des communications écrites qu'il a présentées au Groupe spécial. Il n'a pas non plus demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire sur ces questions. Les défauts de compétences allégués du Groupe spécial n'ont été mentionnés par le Mexique *qu'à* la réunion avec le Groupe spécial les 20 et 21 février 2000.

63. L'Organe d'appel a constaté plus loin que, dans cette affaire, le Groupe spécial "aurait pu raisonnablement conclure que le Mexique n'avait pas soulevé ses "objections" en temps opportun".⁶³ Toutefois, rien n'indique que l'Organe d'appel ait fondé sa constatation essentiellement, ni même exclusivement, sur le fait que le Mexique n'avait pas présenté ses "objections" à la réunion de l'ORD à laquelle la question avait été soulevée. Nous estimons que, dans les circonstances de la présente affaire, nous ne pouvons raisonnablement conclure que la demande de décision préliminaire présentée par le Canada devrait être rejetée uniquement parce qu'il n'a pas soulevé ses objections lors des réunions pertinentes de l'ORD.

64. Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne pouvons admettre l'argument des États-Unis selon lequel nous devrions rejeter la demande de décision préliminaire présentée par le Canada au motif qu'elle n'a pas été présentée en temps opportun. En conséquence, nous faisons droit à la demande de décision préliminaire du Canada et, conformément à notre décision, nous nous abstenons d'examiner le fond de l'allégation des États-Unis au titre de l'article XVII.

65. En formulant cette conclusion, nous souhaitons souligner une fois encore que les parties à un différend sont tenues, en vertu des dispositions de l'article 3:10 du Mémoire d'accord, d'engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". En conséquence, si les États-Unis souhaitent qu'un groupe spécial examine rapidement quant au fond leur allégation au titre de l'article XVII, nous estimons que les procédures prévues par le Mémoire d'accord sont suffisamment flexibles, si elles sont appliquées de bonne foi par les deux parties au différend, pour permettre aux États-Unis de procéder ainsi. Ainsi, nous considérons que, en collaborant en vue de résoudre ce différend, les parties pourraient étudier la flexibilité prévue par le Mémoire d'accord et s'en prévaloir. Selon nous, les options qui s'offrent aux parties incluent la possibilité que les États-Unis déposent une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial et que les parties conviennent qu'un groupe spécial soit établi à la première réunion de l'ORD à laquelle la demande sera inscrite à l'ordre du jour.⁶⁴ Le Groupe spécial, pour sa part, est prêt à aider les parties dans leurs efforts en vue de parvenir à un règlement équitable, rapide et efficace de ce différend.

⁶² Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends* ("*Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*"), WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, paragraphe 45.

⁶³ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 50.

⁶⁴ Sans prendre position sur cette question, nous notons que les dispositions de l'article 9:3 du Mémoire d'accord peuvent aussi intéresser les parties.